SAINTE-HÉLÈNE-DU-LAC | Le mouvement se poursuit aujourd'hui, malgré une rencontre avec la direction

Troisième jour de grève chez Hafner

La réunion extraordinaire du comité d'entreprise d'hier matin n'a pas permis de mettre fin à la grève. Une quarantaine de salariés d'Hafner ont poursuivi le mouvement de protestation, débuté mercredi à l'appel de FO, pour empêcher le licenciement de quatre de leurs collègues sur le site de Sainte-Hélène-du-Lac.

Les syndicats CGT et Force ouvrière ont toutefois pu discuter avec la direction. « Nous avons demandé des négociations pour sauver les emplois de ces quatre, voire cinq personnes. Ou au moins qu'elles se voient proposer autre chose : un autre poste ou un maximum d'argent », détaille Matthieu Aine, de l'union locale CGT de Chambéry et ancien salarié d'Hafner. Le syndicat n'a pas pris part à la grève, « dernier recours si les négociations n'aboutissent pas. Nous avons un mois pour discuter, avant le vote consultatif du comité d'entreprise prévu le 22 mars ».

La mobilisation s'amplifie. De 30 personnes, mercredi, les grévistes sont passés à 45, hier. Ils seront de nouveau devant les grilles d'Hafner, ce matin.

Une situation qui ne convient pas à FO. « On ne peut pas discuter avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête », lâche Pierre Didio, secrétaire général de l'union départementale Force ouvrière. « Nous avons demandé au directeur général de stopper son projet de licenciement. À partir de là, on arrêtera la grève et on pourra discuter du contenu. Parce qu'avec la nouvelle loi Travail, une fois que la réunion d'information du CE a eu lieu, la direction peut lancer la procédure de licenciement un mois plus tard, avec ou sans l'avis du comité. »

Des difficultés économiques depuis plusieurs années

La direction d'Hafner Savoie avance des difficultés économiques pour justifier la réorganisation de ses services. La fabrication de pâtisseries fraîches (tartes, éclairs, macarons…) à destination de la grande distribution ne rapporterait plus assez. La faute à la concurrence des produits surgelés et aux prix toujours tirés à la baisse. En cinq ans, le chiffre d'affaires aurait chuté de 30 %, et l'entreprise aurait perdu de gros clients.

Pour le moment, aucun reclassement des salariés n'est envisagé. FO maintient donc la pression et poursuit la grève ce matin, dès 7 heures.

Ingrid BRUNSCHWIG